

« SOUS NOS YEUX »

Mali : une guerre peut en cacher une autre

par Thierry Meyssan

Préparée de longue date et annoncée par François Hollande six mois à l'avance, l'intervention française au Mali a été présentée comme une décision prise en urgence en réponse à des développements dramatiques. Cette mise en scène ne vise pas seulement à s'emparer de l'or et de l'uranium maliens, elle ouvre surtout la voie à une déstabilisation de l'Algérie.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 21 JANVIER 2013

ESPAÑOL



Depuis Nicolas Sarkozy avec Laurent Gbagbo, Mouammar el-Kadhafi et Bachar el-Assad, la diplomatie française pratique le baiser de Judas. Ici le président François Hollande venu à Alger embrasser son homologue Abdelaziz Bouteflika, le 19 décembre 2012. Trois semaines plus tard, il allumera la guerre au Mali pour enflammer l'Algérie.

©Présidence de la République

« *L'appétit vient en mangeant* », dit le proverbe. Après avoir recolonisé la Côte d'Ivoire et la Libye, puis tenté de s'emparer de la Syrie, la France lorgne à nouveau sur le Mali pour prendre l'Algérie

à revers.

Durant l'attaque de la Libye, les Français et les Britanniques ont fait un large usage des islamistes pour combattre le pouvoir de Tripoli, les séparatistes de Cyrénaïque n'étant pas intéressés à renverser Mouammar el-Kadhafi une fois Benghazi indépendante. À la chute de la Jamahiriya, j'ai personnellement été témoin de la réception des dirigeants d'AQMI par des membres du Conseil national de transition à l'hôtel Corinthia, qui venait d'être sécurisé par un groupe britannique spécialisé venu exprès d'Irak. Il était évident que la prochaine cible du colonialisme occidental serait l'Algérie et qu'AQMI y jouerait un rôle, mais je ne voyais pas quel conflit pourrait être utilisé pour justifier une ingérence internationale.

Paris a imaginé un scénario dans lequel la guerre pénètre en Algérie par le Mali.

Peu avant la prise de Tripoli par l'OTAN, les Français parvinrent à soudoyer et à retourner des groupes Touaregs. Ils eurent le temps de les financer abondamment et de les armer, mais il était déjà bien tard pour qu'ils jouent un rôle sur le terrain. Une fois la guerre finie, ils retournèrent dans leur désert.

Les Touaregs sont un peuple nomade vivant au Sahara central et sur les bordures du Sahel, soit un vaste espace partagé entre la Libye et l'Algérie, le Mali et le Niger. S'ils ont obtenu la protection des deux premiers Etats, ils ont au contraire été délaissés par les deux derniers. Par conséquent, depuis les années 60, ils n'ont cessé de remettre en question la souveraineté du Mali et du Niger sur leurs terres. Bien logiquement, les groupes armés par la France décidèrent d'utiliser leurs armes pour faire aboutir leurs revendications au Mali. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) prend le pouvoir dans presque tout le Nord-Mali où il habite. Cependant, un groupuscule d'islamistes touaregs, Ansar Dine, rattaché à AQMI, en profite pour imposer la charia dans quelques localités.

Le 21 mars 2012, un étrange coup d'État est perpétré au Mali. Un mystérieux « Comité pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État » (CNRDRE) renverse le président Amadou

Toumani Touré et déclare vouloir restaurer l'autorité malienne au Nord du pays. Il en résulte une grande confusion, les putschistes étant incapables d'expliquer en quoi leur acte améliorera la situation. Le renversement du président est d'autant plus bizarre qu'une élection présidentielle était prévue cinq semaines plus tard et que le président sortant ne se représentait pas. Le CNRDRE est composé par des officiers formés aux États-Unis. Il empêche la tenue de l'élection et transmet le pouvoir à un des candidats, en l'occurrence le francophile Dioncounda Traore. Ce tour de passe-passe est légalisé par la CEDEAO, dont le président n'est autre qu'Alassane Ouattara, mis au pouvoir un an plus tôt par l'armée française en Côte d'Ivoire.

Le coup d'État accentue la division ethnique du pays. Les unités d'élite de l'armée malienne (formées aux USA) ayant un commandement touareg rejoignent la rébellion avec armes et bagages.

Le 10 janvier, Ansar Dine —appuyé par d'autres groupes islamistes— attaque la ville de Konna. Il quitte donc le territoire touareg pour étendre la loi islamique au Sud du Mali. Le président de transition Dioncounda Traore décrète l'état d'urgence et appelle la France au secours. Paris intervient dans les heures qui suivent pour empêcher la prise de la capitale, Bamako. Prévoyant, l'Élysée avait pré-positionné au Mali des hommes du 1er Régiment parachutiste d'infanterie de marine (« *la coloniale* ») et du 13e Régiment de dragons parachutistes, des hélicoptères du COS, trois Mirage 2000D, deux Mirage F-1, trois C135, un C130 Hercule et un C160 Transall.

En réalité, il est fort peu probable qu'Ansar Dine ait représenté une menace réelle, car la vraie force combattante, ce ne sont pas les islamistes, mais les nationalistes touaregs, lesquels n'ont aucune ambition au Sud du Mali.

Pour conduire son intervention militaire, la France demande l'aide de nombreux États, dont l'Algérie. Alger est piégé : accepter de collaborer avec l'ancienne puissance coloniale ou prendre le risque d'un reflux des islamistes sur son sol. Après hésitation, il accepte d'ouvrir son espace aérien au transit français. Mais en définitive, un

groupe islamiste non identifié attaque un site gazier de British Petroleum au Sud de l'Algérie en accusant Alger de complicité avec Paris dans l'affaire malienne. Une centaine de personnes sont prises en otages, mais pas seulement des Algériens et des Français. Le but est manifestement d'internationaliser le conflit en le transportant en Algérie.

La technique d'ingérence française est une reprise de celle de l'administration Bush : utiliser des groupes islamistes pour créer des conflits, puis intervenir et s'installer sur place sous prétexte de résoudre les conflits. C'est pourquoi la rhétorique de François Hollande reprend celle de « *la guerre au terrorisme* », pourtant abandonnée à Washington. On retrouve dans ce jeu les protagonistes habituels : le Qatar a pris des parts dans de grandes sociétés françaises installées au Mali, et l'émir d'Ansar Dine est proche de l'Arabie saoudite.

Le pyromane-pompier est aussi un apprenti sorcier. La France a décidé de renforcer son dispositif anti-terroriste, le plan Vigipirate. Paris ne craint pas une action des islamistes maliens sur le sol français, mais le reflux des jihadistes de Syrie. En effet, durant deux ans, la DCRI a favorisé le recrutement de jeunes musulmans français pour se battre avec l'ASL contre l'État syrien. Du fait de la débandade de l'ASL, ces jihadistes reviennent actuellement au pays natal où ils pourraient être tentés, par solidarité avec Ansar Dine, d'utiliser les techniques terroristes qu'on leur a appris en Syrie.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

Source : « Mali : une guerre peut en cacher une autre », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 21 janvier 2013, www.voltairenet.org/article177179.html